



# Assemblée générale

Distr. limitée  
21 février 2014  
Français  
Original: anglais/espagnol

---

**Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes  
préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies  
pour la prévention du crime et la justice pénale**  
San José, 19-21 février 2014

## Projet de rapport

*Rapporteur:* Edward Belfort (Suriname)

**Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes  
préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour  
la prévention du crime et la justice pénale, tenue à San José  
du 19 au 21 février 2014**

## I. Introduction

1. Dans sa résolution 56/119 sur le rôle, les fonctions, la périodicité et la durée des congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants, l'Assemblée générale a décidé que chaque congrès serait précédé de réunions préparatoires régionales et que les futurs congrès s'intituleraient "Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale".
2. Le Groupe intergouvernemental d'experts sur les enseignements tirés des congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale, qui s'était réuni à Bangkok du 15 au 18 août 2006, a souligné l'importance des réunions régionales pour préparer les congrès et aborder les préoccupations et perspectives régionales. Le Groupe a noté qu'en dépit de la mondialisation et du caractère de plus en plus transfrontalier de la criminalité, les différentes régions du monde continuaient d'avoir des préoccupations différentes qu'elles voulaient voir prises en compte par les congrès lors de l'examen de sujets divers (E/CN.15/2007/6, par. 23).
3. Dans sa résolution 67/184, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de faciliter l'organisation des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale et de dégager les ressources voulues pour permettre aux pays les moins avancés de participer à ces réunions et au treizième Congrès, suivant la pratique établie et en consultation avec les États Membres. Elle a également encouragé les programmes des Nations Unies,



les institutions spécialisées des Nations Unies et les organisations intergouvernementales et non gouvernementales concernés, ainsi que d'autres organisations professionnelles, à coopérer avec l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime pour préparer le treizième Congrès.

4. Dans la même résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général d'établir, en coopération avec les instituts du réseau du programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, en temps voulu, un guide de discussion en vue des réunions régionales préparatoires au treizième Congrès et pour le Congrès, et a invité les États Membres à participer activement à ce processus. À sa vingt-deuxième session, la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale a examiné un projet de guide de discussion. Dans sa résolution 68/185 du 17 octobre 2013, l'Assemblée générale a pris note avec satisfaction du projet de guide de discussion et prié le Secrétaire général de parachever le guide en temps voulu, compte tenu des recommandations formulées par la Commission ainsi que des observations et autres réactions des États Membres, pour que les réunions régionales préparatoires au treizième Congrès puissent se tenir le plus tôt possible en 2014. Le guide de discussion établi sous sa forme définitive (A/CONF.222/PM.1) a été publié en juillet 2013.

5. Dans sa résolution 67/184, l'Assemblée générale avait également encouragé les gouvernements à engager très tôt les préparatifs du treizième Congrès par tous les moyens appropriés, y compris, le cas échéant, la création de comités préparatoires nationaux. Elle avait instamment prié les participants aux réunions préparatoires régionales d'examiner les questions de fond inscrites à l'ordre du jour et les thèmes des ateliers du treizième Congrès, et de formuler des recommandations axées sur l'action qui serviraient de point de départ aux projets de recommandation et de conclusion dont le Congrès serait saisi. Dans sa résolution 68/185, elle a instamment prié les gouvernements d'inviter leurs représentants à se conformer à cette demande et à prendre une part active aux réunions préparatoires régionales, selon qu'il convient.

## **II. Conclusions et recommandations**

6. La Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale est convenue que les recommandations axées sur l'action exposées ci-après, qui reflètent le point de vue de l'Amérique latine et des Caraïbes, devraient être prises en considération lors de l'élaboration du projet de déclaration qui sera soumis au Congrès.

7. La Réunion a insisté sur le fait que la coordination interinstitutions était un facteur essentiel de l'efficacité et de l'efficacité des politiques non seulement de détection et de répression, mais aussi de justice pénale.

8. La Réunion a souligné également l'importance de programmes nationaux complets et inclusifs de mise en œuvre de politiques de prévention du crime et de justice pénale, y compris de sécurité, de justice et de préservation de l'état de droit, mais aussi de promotion de la paix et d'inclusion sociale.

9. La Réunion a noté également que la médiatisation excessive des affaires criminelles avant le procès pourrait avoir des effets préjudiciables sur la protection de droits humains fondamentaux, comme la présomption d'innocence, et la protection de mineurs participant à une procédure pénale.

10. La Réunion a recommandé, dans un souci d'harmonisation des lois nationales et de convergence des sanctions pénales applicables, l'élaboration d'un code pénal type pour promouvoir la coopération internationale en vue de lutter contre diverses formes de criminalité.

11. La Réunion a souligné qu'il convenait de promouvoir la création de mécanismes de justice alternative (la médiation, par exemple) et la fourniture de services préalables au jugement à l'intention des victimes, de renforcer la présomption d'innocence dans la procédure pénale, de faciliter la réinsertion rapide du délinquant en lui faisant prendre conscience de ses responsabilités devant la société et d'atténuer le recours excessif aux systèmes pénitentiaires.

12. La Réunion a souligné également la nécessité, d'une part, d'établir un lien entre la justice réparatrice et la justice que mérite la victime, grâce à la mise en application de modèles de soins et de mécanismes souples qui rendent effectifs les droits humains des victimes, d'autre part, d'envisager l'application de peines alternatives à l'encontre des délinquants.

13. La Réunion a indiqué également qu'il était nécessaire de renforcer les systèmes de justice pénale, les capacités des fonctionnaires, ainsi que celles des instituts de criminalistique, afin, d'une part, de garantir le caractère scientifique des enquêtes menées sur les infractions et des preuves qui y sont liées, d'autre part, d'éviter ainsi l'impunité et de faire en sorte que les droits humains des personnes impliquées soient respectés.

## A. Questions de fond

### 1. Point 3 de l'ordre du jour du Congrès: Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable

14. La Réunion a souligné que les délibérations du treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale devaient s'inscrire dans le cadre des conclusions du douzième Congrès pour ce qui était de garantir le respect et la protection des droits humains et des libertés fondamentales dans la prévention du crime, l'administration de la justice, l'accès à la justice, y compris la justice pénale.

15. La Réunion a réaffirmé que développement durable et état de droit se renforçaient mutuellement, comme énoncé au paragraphe 7 de la Déclaration de la Réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur l'état de droit aux niveaux national et international.

16. La Réunion a rappelé également l'influence positive et réciproque qu'exerçaient un développement économique et social viable à long terme et la mise en place d'un système de justice pénale opérationnel, efficient, efficace et humain,

comme indiqué dans la Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation, adoptée par le douzième Congrès.

17. La Réunion a rappelé également à cet égard la Déclaration de San Salvador sur la sécurité citoyenne dans les Amériques, approuvée en 2011, selon laquelle “les conditions de la sécurité publique s’améliorent avec le plein respect des droits de la personne et des libertés fondamentales ainsi qu’avec la promotion de l’éducation, de la culture, de la santé et du développement économique et social”, et “il faut encourager et renforcer des politiques d’État sur la sécurité publique qui soient intégrales et durables, et qui garantissent la protection et la promotion des droits de la personne et accordent une importance particulière au traitement des causes de la criminalité et de la violence”.

18. La Réunion a donc estimé dans ce contexte que la promotion du développement, la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales, de même que les politiques publiques sociales dans les domaines comme l’éducation et la santé, avec la participation des populations, contribuaient à la prévention du crime et au renforcement de l’état de droit et de la sécurité.

19. La Réunion a fait observer que, pour ce qui est du lien entre la primauté de l’état de droit et le développement des pays, la sécurité, les garanties de procédure régulière et le respect des droits de la personne étaient étroitement liés et se renforçaient mutuellement. Le système de justice pénale occupait toujours une place de choix dans la promotion de l’état de droit et jouait parallèlement un rôle clef dans la consolidation de la sécurité dans les pays.

20. La Réunion a reconnu que la sécurité, la justice, les droits de l’homme et l’état de droit étaient des conditions et des composantes essentielles d’une croissance équitable et durable. Elle a reconnu également que les questions de prévention du crime et de justice pénale étaient au cœur de l’état de droit et, partant, du développement social et économique. À cet égard, elle a insisté sur le fait qu’il fallait, dans le cadre du processus en cours de formulation du programme de développement pour l’après-2015, inclure des objectifs distincts relatifs à l’état de droit, à la sécurité et aux droits de l’homme, comportant des aspects de prévention du crime et de justice pénale, de bonne gouvernance et du droit d’être protégé contre la violence.

21. La Réunion a rappelé que les programmes de prévention du crime étaient bien engagés dans la plupart des pays et étaient axés, à des degrés d’efficacité divers, sur l’individu, la communauté et/ou les relations interpersonnelles. Dans ce contexte, elle a souligné qu’il importait, d’une part, de promouvoir davantage l’utilisation d’outils d’évaluation et de nouvelles méthodes pour mesurer l’efficacité des programmes nationaux de prévention du crime, d’autre part, d’encourager leur reproduction dans la région, y compris l’élaboration d’indicateurs et d’instruments de mesure de l’état de droit, de la bonne gouvernance, de la violence, de la prévention du crime et de la justice pénale.

22. La Réunion a rappelé en outre que la préservation et le maintien de la paix, de l’ordre et des droits de l’homme devaient être considérés comme une priorité fondamentale. À cet égard, aucun effort ne devrait être épargné pour prévenir les conflits violents, notamment par la médiation, le règlement des conflits et les

programmes de justice réparatrice, dans un esprit de solidarité et de compréhension mutuelle.

23. La Réunion a recommandé qu'une plus grande place soit faite à la formation et au mentorat à tous les niveaux d'enseignement, afin d'inculquer des valeurs partagées sur l'importance de l'état de droit et de la protection des droits de l'homme, et de contribuer ainsi à la prévention de la criminalité.

24. La Réunion a recommandé d'intégrer dans les bilans communs de pays des Nations Unies, les Plans-cadres des Nations Unies pour l'aide au développement, les plans d'action et plans de travail y relatifs, les Documents de stratégie pour la réduction de la pauvreté et tout autre cadre d'aide au développement, des éléments de prévention du crime et de justice pénale propres à favoriser l'état de droit. Elle a recommandé en outre que, pour tenir compte du lien étroit qui existe entre prévention du crime et justice pénale, des indicateurs de sécurité et de justice soient intégrés à l'indice de développement humain afin d'encourager les États à redoubler d'efforts dans ces domaines.

25. Reconnaissant l'importance de la collecte et de l'analyse des données, la Réunion a recommandé également que les États élaborent des stratégies basées sur des données factuelles en matière d'état de droit, de prévention du crime et de réforme de la justice pénale, en s'appuyant sur les données et les statistiques nationales sur la criminalité et la victimisation ventilées selon le sexe et l'âge, et les intègrent aux plans de développement et budgets nationaux, en définissant des cibles et des objectifs spécifiques dans les domaines de la réduction de la criminalité, de la réinsertion des délinquants et des victimes, et de la prévention du crime.

26. La Réunion a prié instamment les pays de la région à intégrer aux plans nationaux relatifs à l'égalité des sexes et à la promotion de la femme des mesures favorisant l'accès des femmes à la justice pénale.

27. La Réunion a considéré également que les États Membres devaient tenir compte des questions relatives aux enfants dans les efforts qu'ils menaient en faveur de l'état de droit, accorder une attention particulière à la question de la justice pour enfants et prendre en considération les règles et normes des Nations Unies applicables en matière de traitement des enfants soupçonnés, accusés ou convaincus d'infractions au droit pénal, en particulier de ceux qui étaient privés de leur liberté, et des enfants victimes et témoins d'actes criminels, compte tenu également du sexe, de la situation sociale et des besoins en matière de développement de ces enfants. Il a aussi été recommandé que les États Membres élaborent et mettent en œuvre en matière de justice pour enfants une politique globale dotée de ressources adéquates.

28. La Réunion a reconnu qu'il importait de renforcer la capacité des agents des services de détection et de répression à traiter les nouvelles formes de criminalité et les nouveaux modes opératoires suivis par les groupes criminels, et elle a souligné qu'il était nécessaire de faire en sorte que soient plus efficaces les mesures de détection et de répression, ainsi que de justice pénale mises en œuvre pour faire face aux défis connexes.

29. La Réunion a reconnu que la prévention était l'un des principaux outils de mise en œuvre des stratégies axées sur la lutte contre la criminalité transnationale organisée qui s'appuient sur des programmes d'inclusion sociale et économique

pour combattre les inégalités sociales, la faim et la pauvreté, en particulier au sein des groupes les plus vulnérables, notamment les jeunes, les enfants, les populations autochtones et les groupes d'origine africaine. Elle a recommandé que, lorsqu'au niveau national, ils élaborent et mettent en œuvre des politiques et stratégies nationales de portée générale en matière de justice pénale et de prévention du crime, les États de la région envisagent de prendre des mesures pour intégrer, examiner ou réformer les systèmes de justice informelle et leur rôle pour ce qui est de favoriser l'accès à la justice et à la réparation, en particulier pour les populations autochtones et les autres groupes vulnérables. Elle a également souligné la nécessité de consacrer des ressources financières suffisantes à la mise en œuvre effective des programmes, politiques et stratégies de prévention du crime et de justice pénale, y compris des programmes relatifs à l'administration pénitentiaire et à l'aide postpénitentiaire.

30. La Réunion a recommandé la mise en place, dans tous les tribunaux pénaux, d'un système informatique devant permettre aux participants à la procédure pénale d'en suivre chacune des étapes.

31. La Réunion a recommandé que, dans le cadre de l'approche intégrée de la prévention du crime et de la justice pénale, le pouvoir judiciaire de chaque pays participe à l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes de prévention de la criminalité, surtout en ce qui concerne les mineurs en conflit avec la loi, les femmes victimes d'infractions et les personnes vulnérables.

32. La Réunion a recommandé de favoriser l'élaboration de politiques étatiques intégrées qui prennent en considération les différents éléments du système d'administration de la justice: lutte contre la criminalité, répression de la criminalité, prévention de la violence, réadaptation et réinsertion sociale, prise en charge des victimes d'actes de violence. Aux fins de l'élaboration de ces politiques étatiques, il a été recommandé de promouvoir des processus de participation citoyenne et communautaire pour parvenir à des accords durables avec les acteurs politiques, les acteurs sociaux et les acteurs des trois branches de l'État.

33. La Réunion a préconisé l'élaboration d'une politique de prévention de la violence et de la criminalité centrée avant tout sur les jeunes, qui offrirait à ces derniers de nouvelles perspectives, pour éviter ainsi qu'ils ne tombent dans la délinquance et en particulier dans la drogue. Il a été recommandé aux États qu'ils offrent ces perspectives dans le champ éducatif, formel et informel, mais également dans le cadre d'une saine utilisation du temps libre, grâce à des initiatives sportives, culturelles, artistiques et récréatives afin de trouver le meilleur moyen d'intégrer les jeunes dans la société. Il a également été recommandé de promouvoir des modes de médiation et de règlement pacifique des conflits en vue d'encourager une culture de la paix, de sorte que les citoyens apprennent à affronter et régler leurs problèmes par la communication et le dialogue, ce qui éviterait que des situations ne dégénèrent en violence, surtout dans les espaces collectifs. Il a en outre été recommandé de prier instamment les États Membres d'étudier et d'examiner la nécessité d'accorder aux fonctionnaires et agents pénitentiaires la reconnaissance professionnelle dont bénéficient déjà les autres agents de la sécurité civile armée, afin de conférer la dignité voulue à la fonction pénitentiaire et de la professionnaliser. Enfin, il a été recommandé de mettre en place une carrière pénitentiaire, afin de promouvoir la dignité, la stabilité, la continuité et l'identité institutionnelle au sein des fonctionnaires et du personnel pénitentiaire en général.

34. La Réunion a invité les États à affecter des ressources suffisantes au travail de dignification, de formation et de professionnalisation du personnel pénitentiaire en général, tout en veillant à assurer la protection la plus large des droits fondamentaux et des droits des hommes et des femmes, en respectant toute résolution en la matière.

35. La Réunion a recommandé:

- La création d'un Système de justice pénale pour mineurs spécialisé dans le traitement et la gestion des affaires impliquant des jeunes en conflit avec la loi;
- La création d'un système de mécanismes de déjudiciarisation et de mesures de justice alternative pour le traitement des affaires impliquant des jeunes ayant commis des délits mineurs;
- L'examen de peines alternatives à l'emprisonnement, en particulier les interventions thérapeutiques prononcées par les tribunaux, notamment les tribunaux pour jeunes et mineurs, y compris ceux spécialisés dans les affaires de toxicomanie;
- La recherche de voies possibles pour réformer efficacement la justice pour mineurs;
- L'adhésion aux normes, traités et conventions reconnus au niveau international, la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant par exemple, et le respect des décisions sur les questions relatives à l'enfance;
- La promotion de programmes de renforcement de la sécurité des citoyens visant notamment:
  - a) La réduction du nombre d'homicides et autres infractions graves, et la réduction des dommages corporels causés par les armes à feu, l'accent étant particulièrement mis sur la violence des jeunes avec usage d'armes à feu;
  - b) La maltraitance des enfants;
  - c) La violence familiale; et
  - d) La délinquance juvénile;
- La promotion de programmes et interventions alternatifs de prévention du crime, notamment de programmes couvrant les aspects suivants:
  - a) Viser à démarginaliser les jeunes par le sport, l'instruction et l'accompagnement. L'accompagnement peut être encouragé au niveau national ou mis en place par diverses institutions telles que les agences nationales de sécurité;
  - b) Appuyer la mise en place par la police de clubs de prévention pour jeunes afin de sensibiliser ces derniers aux niveaux primaire et secondaire.

- c) Axer les interventions sur le renforcement de la résilience psychosociale et inciter les jeunes à devenir des citoyens plus productifs et respectueux de la loi.

37 *bis*. L'accès à la justice et la garantie d'une procédure régulière, ainsi que le respect des droits des personnes, se concrétisaient par la formation de défenseurs publics dotés des moyens nécessaires pour accomplir leur mission, qui était d'assurer une défense de qualité à toute personne accusée d'une infraction, et plus particulièrement aux personnes les plus vulnérables de la société.

À cette fin, tout État démocratique devait faire en sorte que toute personne entrant en contact avec le système de justice pénale dispose des informations nécessaires pour exercer dûment ses droits et bénéficie d'une assistance juridique qui lui permette de faire valoir ces mêmes droits, en tant que garantie de l'accès à la justice.

Afin d'atteindre ces objectifs, il convenait de s'acheminer vers l'autonomie des défenseurs publics, en tant que garantie de l'accès à la justice, en appuyant le travail actuellement accompli au niveau régional.

Outre qu'il convenait de progresser dans la prestation d'une représentation juridique gratuite par les défenseurs publics auprès de toutes les personnes, il fallait accorder une attention particulière aux segments les plus vulnérables de la société, comme les femmes, les jeunes, les migrants et les populations autochtones.

Il importait que tous les États de la région s'attachent à promouvoir la participation de défenseurs publics au Système interaméricain des droits de l'homme afin que le droit à une défense technique soit exercé et garanti depuis la première audience de la procédure engagée à l'encontre d'une personne au niveau national, le cas échéant, jusqu'au prononcé de la décision par la Cour interaméricaine des droits de l'homme.

**Atelier 1. Rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés de l'action menée pour répondre aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants**

36. La Réunion a recommandé que l'éducation des personnes privées de liberté soit considérée comme une obligation incontournable des États, que soit garanti un accès illimité aux diverses instances d'éducation formelle à tous les détenus, sans distinction aucune, et que ceux qui suivent des études en prison bénéficient de mesures d'incitation positives.

37. La Réunion a prié instamment les États Membres de réaffirmer la nécessité de considérer la détention préventive et la détention punitive comme des mesures de dernier recours, et proposé que les États adoptent des mécanismes efficaces visant à garantir la rapidité de la procédure pénale, le recours à des mesures alternatives à l'emprisonnement, et l'application uniforme et sans restriction des principes internationaux relatifs aux droits de l'homme par les autorités judiciaires lorsqu'elles imposent des mesures de restriction de la liberté, l'objectif étant de maintenir les taux d'incarcération à un niveau en adéquation avec les capacités du système.

38. La Réunion a encouragé les pays à échanger des informations et de bonnes pratiques sur des projets prometteurs de réinsertion sociale de détenus, notamment par la formation à tous les niveaux et le travail en prison, à continuer d'examiner la question de la procédure d'admission, de sélection, de formation et d'évaluation des agents pénitentiaires, et à échanger des vues sur les modèles architecturaux des prisons selon une approche axée sur la réadaptation et la réinsertion sociale, compte tenu en particulier des besoins spécifiques des femmes et des enfants détenus.

39. La Réunion a constaté que les administrations pénitentiaires de nombreux pays se heurtaient à des problèmes en ce qui concernait les détenues, notamment les femmes enceintes ou les femmes détenues avec des enfants en bas âge, et elle a invité les États Membres à adopter dans ce domaine des politiques et des mesures conformes aux Règles des Nations Unies concernant le traitement des détenues et l'imposition de mesures non privatives de liberté aux délinquantes (Règles de Bangkok) de 2010. Considérant le problème spécifique que posaient les détenues étrangères, qui étaient très désavantagées pour un certain nombre de raisons (elles recevaient généralement moins de visites de leur famille et de soutien de leurs proches, et elles pouvaient éprouver des difficultés à comprendre la langue ou à s'adapter à la culture), et considérant que les femmes avec un enfant ou un parent âgé ou handicapé à charge pouvaient se trouver dans une situation plus difficile car elles ne savaient pas toujours ce qu'il advenait de leur famille pendant qu'elles attendaient leur procès ou qu'elles purgeaient leur peine à l'étranger, la Réunion a recommandé que les États Membres donnent des orientations, le cas échéant, sur la manière de traiter ce type de cas en conformité avec les Règles de Bangkok.

40. La Réunion a fait sienne l'importance prioritaire accordée à la sensibilisation et à la participation du public à la recherche de solutions à la surpopulation carcérale et de mesures efficaces de réadaptation et de réinsertion sociale des délinquants afin de prévenir la récidive. En outre, elle a invité les États Membres à encourager le recours à des mesures alternatives, notamment la déjudiciarisation et la justice réparatrice, à veiller au respect du principe qui veut que, s'agissant des enfants, la privation de liberté ne doit être utilisée qu'en dernier recours et pour une durée aussi brève que possible, à éviter, chaque fois que c'est possible, la détention provisoire des mineurs et à fournir, avant et après leur libération, un appui et des services aux enfants privés de liberté afin de faciliter leur réadaptation et leur réinsertion dans la société.

41. La Réunion a recommandé:

- De reconnaître la question de la femme en tant que victime d'actes de violence sous toutes leurs formes, tant dans le domaine public que dans le domaine privé, dans le cadre de la criminalité organisée et la criminalité internationale,
- De promouvoir la reconnaissance et l'incrimination de toutes les formes de violence à l'encontre des femmes
- D'appliquer une politique visant à assurer la protection des victimes, à prévenir la revictimisation des mineurs et des femmes et à garantir des mesures de réparation, conformément aux obligations de diligence raisonnable.

- D'informer la société civile et les médias de l'importance et de l'utilité des peines alternatives à l'emprisonnement dans le cas des enfants et des adolescents. Il a été recommandé de mettre en avant les résultats satisfaisants obtenus dans le cadre de programmes de justice réparatrice et d'affecter davantage de ressources dans les programmes ayant fait leur preuve en matière de réduction de la récidive.
- D'encourager les différents États parties à créer des postes spécialisés et dûment pourvus de juges, de procureurs et de défenseurs publics s'agissant de l'exécution des peines dans le domaine de la justice pénale pour mineurs.
- De fixer des délais pour les mesures non privatives de liberté dans le cadre du traitement de la délinquance des mineurs.
- De renforcer la coopération technique des États parties pour créer un cadre normatif national qui réponde aux obligations énoncées dans le Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer.

**2. Point 4 de l'ordre du jour du Congrès: Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée**

42. La Réunion a recommandé que le Congrès engage les États Membres, conformément à leur législation nationale et aux obligations internationales découlant de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et de ses Protocoles, ainsi que de la Convention des Nations Unies contre la corruption, à faire preuve de souplesse dans la coopération en matière d'extradition et d'entraide judiciaire et dans le cadre d'autres modalités de coopération internationale, telles que la coopération internationale aux fins de confiscation, notamment en matière de recouvrement d'avoirs, et la coopération aux fins de la détection et de la lutte contre le blanchiment d'argent, des enquêtes conjointes et en matière de détection et de répression. Elle a rappelé l'importance des conventions susmentionnées pour le renforcement de la coopération internationale en matière pénale.

43. La Réunion a recommandé que les États Membres se préoccupent particulièrement de la lutte contre la corruption et des liens qui existent entre ce phénomène, la criminalité transnationale organisée et d'autres formes d'infractions graves. Dans ce contexte, elle a appelé l'attention sur l'importance du Mécanisme d'examen de l'application de la Convention des Nations Unies contre la corruption, ainsi que sur les complémentarités entre la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses Protocoles, la Convention des Nations Unies contre la corruption et la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes. Elle a en outre invité les États de la région, à accroître les moyens dont disposent les autorités nationales et les services d'enquêtes financières et à renforcer leurs compétences techniques dans les domaines de la lutte contre la cybercriminalité par des formations spécialisées.

44. Dans le cadre de la Convention des Nations Unies contre la corruption, la Réunion a également proposé la diffusion de modèles de coopération à l'échelle nationale qui permettent de planifier des politiques publiques pour faire face à la corruption et au blanchiment de capitaux.

45. La Réunion a recommandé que l'ONUDC, conformément à son mandat, continue de fournir une assistance technique aux pays de la région qui en faisaient la demande, de renforcer les capacités et les compétences des autorités centrales et des praticiens en matière de coopération pénale internationale, eu égard en particulier à l'extradition, à l'entraide judiciaire, à la coopération internationale aux fins de confiscation, y compris du recouvrement d'avoirs, et à la coopération dans la lutte contre le blanchiment d'argent. En outre, la Réunion a instamment prié l'ONUDC de recueillir et diffuser, en coopération avec les institutions nationales existantes spécialisées dans les études et les statistiques en matière de justice pénale, des informations sur les cadres institutionnels et dispositions juridiques des pays aux fins de la coopération internationale. L'ONUDC devrait également examiner les moyens de faciliter la création de voies de communication sécurisées entre autorités centrales et l'échange d'informations entre États concernés.

46. Pour une application efficace de la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et des Protocoles s'y rapportant, de la Convention des Nations Unies contre la corruption, de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes et des 18 instruments juridiques universels contre le terrorisme, la Réunion a recommandé que les États membres réexaminent leurs pratiques et leurs cadres juridiques nationaux en matière d'entraide juridique et d'extradition, en vue d'aligner les lois y relatives sur les instruments internationaux pertinents, et de mettre en place des autorités nationales compétentes, dotées de ressources financières et humaines suffisantes pour formuler des demandes d'extradition et d'entraide juridique, et répondre à celles qui leurs étaient adressées, de manière appropriée.

47. La Réunion a invité les États qui ne l'avaient pas encore fait à incorporer dans leur droit interne les crimes contre l'humanité, le génocide et les crimes de guerre, conformément au Statut de Rome de la Cour pénale internationale et à la Convention sur l'imprescriptibilité des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité, de manière à poser des bases de négociation aux fins de l'élaboration d'un traité multilatéral en matière d'entraide juridique et d'extradition pour crime contre l'humanité, crime de guerre et génocide.

48. La Réunion a recommandé la coordination, la promotion et le renforcement par les gouvernements et les organismes internationaux des réseaux spécialisés de procureurs et de policiers, en tant qu'outil efficace de lutte contre la criminalité organisée, la violence à l'égard des femmes et la criminalité environnementale, entre autres; la facilitation de la coopération internationale; et le renforcement de la coopération technique et économique à l'échelle régionale et internationale, afin d'empêcher et de combattre l'infiltration des systèmes d'administration de la justice par la criminalité transnationale organisée.

49. Les États Membres ont rappelé le caractère humanitaire du transfèrement des personnes condamnées, qui, en favorisant la réinsertion des condamnés dans leur environnement familial et social, contribue à prévenir la récidive et la commission de nouvelles infractions. Dans ce contexte, ils ont signalé qu'il importait d'élargir le réseau d'accords internationaux relatifs au transfèrement des personnes condamnées. Par ailleurs, ils ont instamment prié le treizième Congrès d'étudier les moyens de diffuser ce concept en ce qui concerne les personnes privées de liberté.

50. Les États Membres ont proposé que le treizième Congrès encourage l'utilisation de moyens électroniques pour accélérer la transmission des demandes d'incarcération et autres communications à des fins d'extradition, en particulier par le biais d'INTERPOL, par une modification de la législation ou par la conclusion d'instruments bilatéraux ou régionaux.

51. Les États Membres ont proposé que le treizième Congrès encourage la création de réseaux régionaux de procureurs, sur l'exemple du Réseau de procureurs spécialisés dans la lutte contre la criminalité organisée (REFCO) et du réseau des autorités centrales et procureurs de l'Afrique de l'Ouest (WACAP), afin de lutter plus efficacement contre la criminalité organisée et d'étudier la possibilité d'un futur rapprochement entre ces différents réseaux.

52. Dans le cadre des efforts déployés pour combattre la criminalité transnationale, il était nécessaire d'unifier les politiques et stratégies à l'échelle régionale, en unifiant la législation et les procédures pénales et en unissant les ressources et les moyens octroyés aux juges, aux avocats, aux procureurs, à la police et aux experts, en particulier dans le domaine de la formation et des technologies de pointe, pour qu'une réponse en temps réel soit apportée par des unités spécialisées ayant accès aux informations pour la prévention et la lutte contre la criminalité organisée, étant entendu qu'il était nécessaire d'organiser, notamment, des forums régionaux pour élaborer une réponse efficace.

53. Il importait d'harmoniser les procédures à l'échelle de l'Amérique latine et des Caraïbes, de manière à accélérer et rendre plus efficaces les demandes d'entraide judiciaire et les procédures d'extradition, afin d'atteindre les objectifs prévus.

54. Par ailleurs, la Réunion a recommandé les mesures suivantes:

- Le renforcement de la collaboration dans les domaines de l'entraide judiciaire et de l'extradition, ainsi qu'en vue de la mise au point de protocoles, lois et procédures visant à rendre l'extradition et l'entraide judiciaire plus efficaces;
- La promotion d'enquêtes conjointes et le partage d'informations et d'éléments de preuve pour lutter contre la criminalité transnationale organisée, de manière à ce que même si les auteurs d'un crime ne peuvent pas être poursuivis dans un pays, le réseau puisse être désorganisé dans un autre pays où des poursuites peuvent être engagées à son encontre;
- La promotion de formations conjointes pour les responsables impliqués dans la lutte contre la traite des êtres humains;
- L'établissement de programmes de sensibilisation conjoints et ciblés entre les pays d'origine et de destination dans le cadre de la prévention d'infractions telles que la traite des êtres humains;
- La création de possibilités de formation pour les officiers de justice et les procureurs, en collaboration avec nos partenaires régionaux et internationaux;
- L'élaboration de mémorandums d'accord et d'accords bilatéraux et multilatéraux pour faciliter la lutte contre la criminalité transnationale organisée;

- Le renforcement des programmes réciproques de protection des témoins pour protéger les victimes de traite d’êtres humains et les témoins d’actes de criminalité transnationale organisée.

55. [...]

**Atelier 2. Traite des personnes et trafic de migrants: succès remportés et difficultés rencontrées en matière d’incrimination, d’entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite**

56. La Réunion a instamment prié les États Membres d’œuvrer à la mise au point d’un cadre de référence uniforme pour l’incrimination, les poursuites et la prévention de l’infraction de traite, de manière à pouvoir lutter plus efficacement contre cette infraction, en application des pratiques optimales et des instruments internationaux pertinents, tout en encourageant la définition du caractère illicite, sans tenir compte du consentement de la victime, et la création d’institutions spécialisées dans le secours et l’accompagnement des victimes.

57. La Réunion a également instamment prié les États Membres d’œuvrer à la mise au point d’un modèle de prise en charge globale des victimes de l’infraction de traite, qui devrait être spécialisé et suivre une approche différenciée et transversale, de manière à englober les différentes manières dont une victime peut être affectée.

58. La Réunion a appelé les États Membres à intensifier l’échange d’informations pour permettre l’identification des organisations criminelles et le suivi de leurs déplacements et de leurs modes opératoires transnationaux dans la région.

59. La Réunion a instamment prié les États Membres d’encourager l’adoption de mécanismes réglementaires visant à interdire la publication de messages encourageant l’offre de services sexuels ou faisant référence, de manière implicite ou explicite, à la demande de prostitution, ainsi que l’établissement d’organismes de surveillance et de contrôle dans ce domaine, afin de lutter contre la traite à des fins d’exploitation sexuelle et de collaborer en vue de l’élimination progressive des différentes formes de discrimination à l’égard des femmes.

60. La Réunion a recommandé les mesures suivantes:

- Harmonisation de la réglementation nationale avec les normes internationales afin d’aborder l’infraction de traite de manière globale;
- Renforcement de la coordination régionale et internationale en vue d’apporter une aide aux victimes survivantes de la traite en les aidant à récupérer leurs droits: a) régularisation de la situation migratoire; b) protection; c) retour en sécurité; d) intégration ou réintégration;
- Renforcement de la coopération pour promouvoir l’échange d’informations en vue d’améliorer la prévention, les poursuites et la répression de l’infraction de traite.

61. La Réunion a salué l’institution de la Journée mondiale contre la traite d’êtres humains de l’ONU, le 30 juillet (recommandation de l’Assemblée générale en octobre 2013) et a encouragé la promotion d’activités dans ce domaine.

62. La Réunion a proposé l'élaboration d'un protocole visant la prise en charge globale des victimes de la traite, qui devrait être spécialisé et suivre une approche différenciée et transversale, compte tenu des différentes manières dont une victime peut être affectée.

63. La Réunion a recommandé les mesures suivantes:

- Élaboration d'un cadre de référence uniforme pour l'incrimination, les poursuites et la prévention de l'infraction de traite, destiné aux pays d'Amérique latine, permettant de lutter efficacement contre la criminalité transnationale organisée;
- Élaboration d'un modèle de prise en charge globale des victimes de la traite, qui devrait être spécialisé, suivre une approche différenciée et transversale et englober les différentes manières dont une victime peut être affectée, ce qui permettra de poursuivre les auteurs de manière efficace;
- Renforcement des liens de coopération et de l'échange de bonnes pratiques en matière de prise en charge, de protection et de retour des victimes;
- Intensification des activités de renseignement et de l'échange d'informations permettant d'identifier les victimes de la traite, leurs liens avec des organisations criminelles et de suivre les déplacements transnationaux et les modes opératoires de ces dernières dans la région.

**3. Point 5 de l'ordre du jour du Congrès: Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate**

64. La Réunion recommande de formuler et d'élaborer des stratégies et des techniques pour combattre la criminalité organisée, en fixant des objectifs concrets pour démanteler les organisations, condamner leurs membres ou saisir le produit du crime. S'agissant de ces stratégies et techniques, elle a préconisé la spécialisation des fonctionnaires, l'infiltration des organisations, la restructuration des institutions et surtout l'élimination des obstacles juridiques ou réglementaires.

65. La Réunion fait les recommandations suivantes:

- Procéder à une harmonisation des textes législatifs, qui permettra d'identifier des instruments de justice pénale et de procédure pour lutter contre la criminalité organisée, en établissant des peines minimales pour certaines infractions type qui comprendraient, entre autres, le trafic d'armes, l'association illicite, la traite des personnes, le trafic de drogues, le blanchiment d'argent, le trafic d'influence et la corruption;
- Établir la responsabilité pénale des personnes morales, les mandats d'arrêt au niveau régional, l'infiltration d'agents, la saisie internationale de biens, la levée du secret bancaire, le transfert de preuves, un registre unique des délinquants aux niveaux régional, continental et mondial, il convient également d'améliorer la surveillance transfrontalière et la protection des victimes et des témoins par le biais d'accords migratoires communs.

66. La Réunion a recommandé que les gouvernements prennent des mesures pour créer un cyberenvironnement sécurisé et souple, en vue de prévenir les activités terroristes qui peuvent être menées via Internet et les réseaux sociaux. Ces mesures comprennent la mise en place d'un cadre général de gouvernance, l'adoption d'une législation appropriée en matière de cybercriminalité couvrant, entre autres, l'enquête, l'incrimination et les poursuites relatives aux infractions de criminalité informatique et de cybercriminalité, et la sensibilisation des parties prenantes (pouvoirs publics, entreprises, milieu universitaire, société civile et citoyens) quant à leurs rôles et responsabilités dans la mise en place d'un environnement sécurisé dans le domaine des technologies de l'information et des communications. La Réunion a également souligné combien il importait de poursuivre les travaux dans le cadre du Congrès pour la prévention du crime et la justice pénale, en se concentrant sur l'établissement de mécanismes de coopération internationale afin d'obtenir et de conserver des preuves électroniques, dans le respect des droits de l'homme, de la vie privée, de la liberté d'expression et d'association, de l'accès aux connaissances et de la présomption d'innocence.

67. La Réunion a fait les recommandations suivantes:

- La mise en place d'un cadre général de gouvernance;
- L'adoption d'une législation appropriée sur la cybercriminalité couvrant, entre autres, l'enquête, l'incrimination et les poursuites relatives à la criminalité informatique et à la cybercriminalité;
- La sensibilisation des parties prenantes (pouvoirs publics, entreprises, milieu universitaire, société civile et citoyens) quant à leurs rôles et responsabilités dans la mise en place d'un environnement sécurisé dans le domaine des technologies de l'information et des communications;
- La réaffirmation, par les pays, de leur engagement à coopérer et à collaborer aux niveaux bilatéral, régional et international, de concert avec les organisations internationales compétentes, pour traiter cette question.

68. La Réunion a également souligné qu'il importait de poursuivre les travaux dans le cadre de la Commission pour la prévention du crime et la justice pénale de manière à contribuer à la négociation d'un instrument global de lutte contre la cybercriminalité, afin d'établir des mécanismes souples de coopération internationale pour obtenir et conserver des preuves électroniques, dans le respect des droits de l'homme, de la vie privée, de la liberté d'expression et d'association, de l'accès aux connaissances et de la présomption d'innocence.

69. Compte tenu du caractère transfrontalier de cette forme de criminalité, il est essentiel de s'efforcer d'harmoniser la réglementation entre les pays de la région afin de pouvoir mener des activités concrètes de coopération internationale dans ce domaine. Cette harmonisation se fera aux niveaux suivants:

- Au niveau du fond: les pays de la région doivent établir une classification des différentes formes de cybercriminalité afin de rendre possible la coopération internationale et, en particulier, l'extradition, sur la base du principe de la double incrimination;

- Au niveau de la procédure: établir des règles sur la compétence en matière de répression de la cybercriminalité, en relation avec les États concernés;
- Au niveau administratif: imposer aux États et aux entités publiques ou privées en particulier, l'obligation de conserver les données informatiques le temps nécessaire pour que ces dernières puissent être utilisées pendant la procédure;
- Au niveau informatique: garantir la confidentialité et l'intégrité des systèmes, des réseaux et des données informatiques. Établir un glossaire des termes informatiques inhérents à la cybercriminalité, ces termes n'étant généralement pas connus des opérateurs du système de justice pénale.

84 *bis*. Étant donné qu'il existe plusieurs plates-formes d'échange d'expériences visant à optimiser la prévention et la répression des infractions, tant au niveau gouvernemental que policier, dans le cadre d'organismes tels qu'INTERPOL et AMERIPOL, il est recommandé de continuer de renforcer la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité organisée, aux niveaux national et transnational, et contre la corruption et le terrorisme, aux niveaux multilatéral (ONU), régional (Organisation des États américains (OEA)) et bilatéral, conformément aux règles du droit international.

84 *ter*. Il est en outre recommandé d'intégrer les services nationaux des douanes, en leur qualité de services publics aux frontières, dans la lutte active contre la criminalité transnationale, conjointement avec la police et les organes de poursuite pénale.

84 *quater*. Il est également recommandé d'intégrer les normes internationales pour améliorer les procédures de lutte contre la traite des êtres humains et la traite des personnes sans papiers. Il faudrait également donner la priorité à la lutte mondiale contre le terrorisme, par la ratification des 12 conventions des Nations Unies et de la Convention interaméricaine contre le terrorisme.

Enfin, il est proposé de renforcer et d'optimiser les éléments fondamentaux suivants en matière de prévention du crime et de poursuites pénales:

- Formation;
- Coopération interinstitutions;
- Échange d'informations et de bonnes pratiques;
- Réunions ciblées par domaine (notamment pénal);
- Analyse criminologique systématique de la criminalité et maintien d'une plate-forme de consultation sur la criminalité dans la région.

**Atelier 3. Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale**

70. La Réunion a défini les priorités suivantes pour l'Amérique latine et les Caraïbes en ce qui concerne les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale: cybercriminalité, trafic de biens culturels, trafic d'organes, crimes contre l'environnement et utilisation frauduleuse de documents aux fins du trafic

illicite de migrants. À cet égard, il a été recommandé que les États Membres élaborent des méthodes de recherche criminelle sur les formes nouvelles de criminalité, encouragent la mise au point d'instruments de mesure devant permettre d'élaborer des politiques publiques plus efficaces pour lutter contre les formes émergentes de criminalité, déterminent la nature et l'identité des délinquants, les facteurs socioéconomiques et structurels qui motivent ces formes nouvelles et émergentes de criminalité, et la mesure dans laquelle la corruption les facilite.

71. La Réunion a estimé également que l'augmentation rapide des homicides et des meurtres sexistes de femmes et de filles (fémicides), des prises d'otage et des cas d'extorsion était un nouveau défi pour les services de détection et de répression et les autorités des systèmes de justice pénale et elle a invité les États de la région à prendre les mesures voulues pour faire face à ce phénomène de la manière la plus efficace possible.

72. Le trafic illicite de biens culturels a été désigné comme une nouvelle forme de criminalité, même si de nombreux pays d'Amérique latine luttent depuis des années contre l'exploitation de leurs biens. Néanmoins, de nombreux pays ne disposent pas a priori de registres pour consigner la propriété de ces biens. En raison du principe de la charge de la preuve et du détenteur de bonne foi ou de la non-incrimination de ces actes, la restitution des biens culturels illicitement exportés de leur pays est difficile. Pour lutter contre ces crimes, l'Assemblée générale pourrait recommander les mesures suivantes aux États membres: établir des contrôles plus stricts dans les zones douanières nationales, mettre en place des mécanismes plus souples de coopération judiciaire; traiter les demandes d'entraide judiciaire et y répondre rapidement; prier l'UNESCO de participer plus activement dans ce domaine, notamment de promouvoir des accords internationaux sur la restitution et le rapatriement des biens culturels; mettre en œuvre les principes directeurs sur les mesures de prévention du crime et de justice pénale relatives au trafic de biens culturels (approuvés par l'ONUDC en janvier 2014), en particulier en ce qui concerne les registres nationaux.

#### **4. Point 6 de l'ordre du jour du Congrès: Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale**

73. La Réunion a reconnu qu'il importait que le public contribue, d'une part, à comprendre les traditions et à cerner les problèmes que pose la criminalité à l'échelon local, d'autre part, à trouver les moyens de renforcer la sécurité et la justice. À cet égard, elle a fortement recommandé d'impliquer les jeunes dans des processus véritablement consultatifs et participatifs, en s'appuyant sur eux, en particulier sur ceux qui sont exposés à des risques de criminalité et de victimisation, comme des agents de changement positif et des acteurs dynamiques du renforcement de la prévention du crime et de la justice pénale.

74. La Réunion a invité les États Membres à consacrer des ressources supplémentaires aux programmes de prévention du crime. Elle a en outre engagé les États Membres à recenser, aux niveaux national et local, les bonnes pratiques en matière d'élaboration et de mise en œuvre de stratégies, plans et programmes efficaces de prévention du crime, qui favorisent l'inclusion sociale et la participation de tous les groupes sociaux (société civile, secteur privé, milieux universitaires et médias) au renforcement de l'action du système de justice pénale, ainsi que des services qui doivent être fournis aux communautés concernées.

75. La Réunion a également noté la pertinence du renforcement des capacités dont disposaient les services de police pour assurer leur fonction de police de proximité, dans le cadre de laquelle ils travaillaient en étroite collaboration avec les citoyens à la recherche de solutions en matière de prévention du crime et de la violence, en particulier la violence familiale, la violence routière et la violence dans les communautés vulnérables. En outre, la Réunion a souligné qu'il importait de prendre des mesures efficaces pour prévenir et lutter contre l'usage d'armes à feu afin de réduire le nombre d'homicides dans la région, notamment en mettant au point et en menant des campagnes spéciales visant à éliminer l'utilisation illicite d'armes à feu par ces civils. Elle a également engagé les États de la région à réglementer et réduire les "facteurs déclencheurs" de la criminalité, comme l'alcool et l'usage de drogues, dans une perspective générale de santé publique.

76. La Réunion a invité les États à intégrer les systèmes de justice alternative et les systèmes de justice réparatrice (centres de traitement de la toxicomanie, foyers pour victimes de la violence familiale, par exemple) de sorte qu'ils soient mieux acceptés par la communauté. Les États Membres ont également été invités à soutenir la société civile de la région, en particulier les associations de jeunes, afin qu'ils participent davantage à la prévention de la criminalité, et à offrir une formation à ces organisations dans le domaine de la lutte contre la criminalité organisée. À cet égard, la Réunion a préconisé l'organisation de campagnes et d'ateliers visant à encourager le public à signaler et à suivre les incidents criminels dont il est victime, l'élaboration de mécanismes devant permettre aux citoyens de signaler et de suivre des cas spécifiques de corruption ou de violation de la loi, et l'organisation de campagnes de sensibilisation sur l'importance du rôle que peuvent jouer les citoyens dans le renforcement de la prévention du crime et la justice pénale.

77. La Réunion, reconnaissant que les témoins d'actes criminels et les dénonciateurs font souvent l'objet d'intimidations et de menaces physiques voire de meurtres, a recommandé que les programmes de protection des témoins soient renforcés, s'il y a lieu, afin d'encourager ceux-ci à s'acquitter de leur obligation de signaler les infractions, et de rendre ainsi plus efficace la lutte contre la corruption et la criminalité organisée tout en encourageant la participation du public au système de justice pénale.

78. La Réunion a instamment prié les États à promouvoir l'adoption et, le cas échéant, le renforcement de programmes novateurs de gestion des conflits sociaux au moyen de mécanismes participatifs visant à rétablir des relations de voisinage et à prévenir la violence et la criminalité.

79. La Réunion recommande ce qui suit:

- Encourager les États à analyser, réviser, élaborer et réformer les lois qui imposent des peines privatives de liberté, en tenant compte des situations de vulnérabilité et de risque social des femmes, des personnes âgées, des personnes handicapées, des personnes issues de populations autochtones, des personnes d'origine africaine et des mineurs et adolescents, et sous l'angle de l'intersectionnalité.

- Encourager les États à mener des réformes judiciaires en tenant compte de la problématique hommes-femmes, afin de réduire les peines privatives de liberté pour les infractions liées à l'introduction de drogues dans les établissements

pénitentiaires commises par des femmes en situation de vulnérabilité et de risque social: pauvreté extrême, ayant des enfants mineurs, des personnes âgées ou handicapées à charge, sous la contrainte ou la menace, et autres facteurs à l'origine de la commission de l'infraction.

- Promouvoir la désinstitutionalisation comme stratégie de lutte contre les problèmes de surpopulation dans les systèmes pénitentiaires par le biais de la création de différents modes de détention permettant le contrôle et le suivi de l'exécution des peines.

- Encourager les États à veiller au respect des droits des personnes privées de liberté et à ce que ces personnes y aient accès, en particulier le droit à la diversité sexuelle.

- Donner aux établissements pénitentiaires les moyens nécessaires pour permettre l'exécution des peines privatives de liberté dans des centres qui accordent l'attention voulue aux besoins spécifiques des personnes visées, en ce qui concerne les droits fondamentaux des personnes en détention et du personnel pénitentiaire.

- Encourager les États à établir des peines alternatives à l'incarcération, comme l'assignation à résidence ou la surveillance électronique, en tenant compte des femmes en condition de vulnérabilité, des personnes âgées, des personnes appartenant à des population autochtones et des personnes handicapées.

- Promouvoir un usage rationnel de la détention préventive, en tenant dûment compte du principe de proportionnalité pour limiter le pouvoir répressif de l'État.

- Promouvoir la création de systèmes d'information qui permettent d'obtenir des données qualitatives et quantitatives pour aider les États à élaborer des politiques publiques en matière pénale.

- Élaborer des politiques publiques sur l'accès à la justice et l'intégration sociale en direction des femmes dans le système pénitentiaire en tenant compte de l'intersectionnalité et des personnes à charges en condition de vulnérabilité.

- Promouvoir l'utilisation des programmes de justice réparatrice tout au long de la procédure judiciaire: pendant l'enquête, lors de la détermination de la peine et du processus judiciaire, au cours duquel la personne accusée, les victimes et la collectivité (par cette dernière on entend les moyens d'appui de la famille, de la population et des institutions) concluent des accords pour réparer le dommage causé à la victime, en fonction des mesures disponibles, avec la société civile organisée en mécanisme d'appui, et dans le dessein de réduire le taux de récidive et les coûts.

- Unifier à l'échelle régionale le critère à appliquer pour limiter la durée raisonnable de détention préventive, afin que les autorités compétentes ne puissent prolonger constamment et indéfiniment la détention de personnes sans condamnation.

- Mettre en œuvre les résolutions de l'Organisation des États américains sur le renforcement des défenseurs publics et l'élargissement de leur services aux groupes en condition de vulnérabilité en tant que politique régionale en faveur des victimes de violences intrafamiliales ou domestiques en leur apportant une assistance juridique gratuite par l'intermédiaire de défenseurs publics.

- Créer des observatoires nationaux qui recensent les cas de morts violentes par armes à feu afin d'obtenir des données fiables qui contribuent à formuler des politiques régionales pour combattre, prévenir et réduire la violence armée.

78 *bis*. Enfin, la Réunion a recommandé ce qui suit:

- Le treizième Congrès devrait examiner à titre prioritaire la prévention en tant qu'élément central des stratégies de lutte contre la criminalité, en se fondant sur des programmes d'intégration sociale et économique visant à réduire les inégalités sociales, la faim, la pauvreté, en particulier parmi les populations les plus vulnérables (jeunes, enfants, personnes handicapées, populations autochtones et personnes d'origine africaine).

- Les programmes de prévention devraient bénéficier des ressources financières voulues, fournies principalement par les États, et l'efficacité des activités et programmes de prévention devrait être régulièrement évaluée, afin de permettre l'échange d'informations sur les bonnes pratiques, en s'appuyant sur des données fiables et comparables. Il a en outre été proposé que les instituts nationaux de statistiques participent à l'élaboration de méthodes pour établir des indicateurs et des données statistiques à ce sujet, ou au renforcement de méthodes existantes.

- Il est en outre nécessaire de promouvoir l'adoption et, le cas échéant, le renforcement des programmes novateurs de gestion de conflits sociaux par le biais de mécanismes de participation de la collectivité axés sur le rétablissement des relations de bon voisinage et la prévention de la violence et de la criminalité.

#### **Atelier 4. Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés**

80. La Réunion a recommandé ce qui suit:

- Susciter un débat pour surmonter les modèles de justice fragmentés et promouvoir une justice intégrée, qui s'appuie sur des équipes pluridisciplinaires et fait intervenir la société civile;

- Promouvoir et renforcer les solutions alternatives sous une étroite supervision judiciaire, en plaçant au centre du débat la question de la participation communautaire afin de consolider le travail des tribunaux de justice et d'en accroître l'efficacité;

- Promouvoir et renforcer le débat sur les réformes structurelles nécessaires pour que le système de justice pénale puisse apporter des réponses intégrées aux problèmes de violence dans la société, comme la violence intrafamiliale par exemple.

81. [...]

82. La Réunion a également recommandé que les États Membres reconnaissent et évaluent le rôle des nouveaux médias et des médias traditionnels dans l'élaboration de politiques et programmes visant à renforcer la prévention du crime et la justice pénale et à cet égard, les États Membres ont été encouragés à mettre en commun les meilleures pratiques et à échanger des informations sur les partenariats public-privé dans le domaine de la prévention du crime et la justice pénale, ainsi qu'en ce qui concerne le rôle fondamental de la formation et de la participation des jeunes.

83. La Réunion a mis l'accent sur le fait qu'il importait d'élaborer des programmes de formation sur l'état de droit et les droits de l'homme et a recommandé que les États Membres continuent de promouvoir et de renforcer ce type de programmes pour sensibiliser le public et instaurer une pleine confiance dans la primauté du droit et l'administration équitable de la justice.

## **B. Autres questions**

84. Le représentant du Brésil a rappelé la Déclaration de Salvador, adoptée par le douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu au Brésil en 2010, et souligné que cette Déclaration avait donné une grande impulsion aux débats sur les politiques efficaces à mener dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale. Il a souligné également qu'il était spécifiquement mentionné dans la Déclaration de Salvador que la prévention du crime, l'administration de la justice pénale et l'accès à la justice pénale, devaient aller de pair avec le respect et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et que la prévention du crime et le système de justice pénale étaient au cœur de l'état de droit et qu'un développement viable à long terme et la mise en place d'un système de justice pénale opérationnel et humain se renforçaient mutuellement.

85. L'observateur du Qatar, pays qui accueillera le treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, a fait un exposé sur l'état d'avancement des mesures qui devaient être prises pour la bonne préparation, dans les délais requis, du Congrès. Il a évoqué en particulier la page Web consacrée au Congrès que le Premier Ministre du Qatar a mis officiellement en ligne au début du mois de février 2014.

86. Le représentant du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) a présenté brièvement le Rapport régional du PNUD sur le développement humain intitulé "Seguridad ciudadana con rostro humano: diagnóstico y propuestas para América latina" (pour une sécurité citoyenne au visage humain: diagnostic et propositions pour l'Amérique latine) portant sur la période 2013-2014. Ce rapport donne un aperçu régional de la sécurité dans la société des 18 pays de l'Amérique latine continentale et en République dominicaine. Il ne traite pas des pays anglophones des Caraïbes, dont la situation avait déjà été examinée dans le rapport du PNUD sur le développement humain de 2012 consacré à la promotion d'une meilleure sécurité des citoyens. Le rapport conclut pour l'essentiel qu'il n'existe pas de formule magique unique pour régler le problème mais qu'il est possible de remédier à l'insécurité. Les expériences menées et les enseignements tirés en Amérique latine devraient être pris en compte pour affronter les problèmes dans ce domaine et il convient d'évaluer régulièrement l'efficacité et l'impact des politiques de sécurité.

87. Le représentant de la Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac a présenté les dispositions et le système de surveillance de la Convention et du Protocole pour éliminer le commerce illicite des produits du tabac. La Convention-cadre a été adoptée en 2003 et est entrée en vigueur le 27 février 2005. Le Protocole s'appuie sur l'article 15 de la Convention-cadre qui traite des moyens de combattre le commerce illicite des produits du tabac et le complète.

88. Le Directeur de l'Institut pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD)/Comité permanent pour l'Amérique latine, a mentionné les programmes d'inclusion sociale et de réduction de la pauvreté dans la région, qui avaient eu des effets positifs sur la réduction de la criminalité. Il s'est dit favorable à la poursuite des activités conjointes de formation pour les praticiens des différents secteurs du système de justice pénale, de la police et du système pénitentiaire, qui devaient être menées parallèlement aux programmes de réinsertion sociale des délinquants.

### **III. Participation et organisation des travaux**

#### **A. Date et lieu de la Réunion**

89. La Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale s'est tenue à San José du 19 au 21 février 2014.

#### **B. Participation**

90. Les États membres de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes ci-après étaient représentés à la Réunion: Argentine, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Équateur, Espagne, France, Guatemala, Honduras, Italie, Mexique, Nicaragua, Panama, Paraguay, Pérou, République dominicaine, Suriname, Trinité-et-Tobago, Uruguay et Venezuela (République bolivarienne du).

91. Le Qatar était représenté par des observateurs.

92. Les entités des Nations Unies ci-après étaient représentées par des observateurs: Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

93. Les instituts du réseau du Programme des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale ci-après étaient représentés par des observateurs: Institut des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants en Amérique latine (ILANUD)/Comité permanent pour l'Amérique latine, Centre international pour la réforme du droit pénal et la politique de justice pénale, Conseil consultatif scientifique et professionnel international, Institut Raoul Wallenberg

94. Les organisations intergouvernementales ci-après étaient représentées par des observateurs: Conférence des Ministres de la justice des pays ibéro-américains, Organisation internationale de police criminelle (INTERPOL), Organisation internationale pour les migrations (OIM), Organisation des États américains (OEA), Convention-cadre de l'OMS pour la lutte antitabac.

95. Les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social ci-après étaient représentées par des observateurs: American Society of International Law (ASIL), Intercambios, Société internationale de criminologie (SIC), Société mexicaine de criminologie, Société mondiale de victimologie.

96. La liste des participants a été distribuée à la Réunion sous la cote A/CONF.222/RPM.3/INF/2.

### C. Ouverture de la Réunion

97. La Réunion régionale pour l'Amérique latine et les Caraïbes préparatoire au treizième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale a été ouverte le 19 février 2014 par S. E. M<sup>me</sup> Ana Isabel Garita, Ministre costaricienne de la justice et de la paix. Des déclarations liminaires ont été faites par S. E. M<sup>me</sup> Ana Isabel Garita, Ministre costaricienne de la justice et de la paix et par le Secrétaire de la Réunion régionale préparatoire.

98. S. E. M<sup>me</sup> Ana Isabel Garita, Ministre costaricienne de la justice et de la paix a souhaité la bienvenue aux participants et souligné que la forte participation à la Réunion témoignait de la détermination des pays de la région à s'employer à renforcer l'administration de la justice et à promouvoir l'état de droit. Faisant l'historique des Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, elle a insisté sur le fait qu'ils avaient grandement contribué à l'élaboration de normes internationales et de politiques dans les domaines de la prévention du crime et la justice pénale. Elle a appelé l'attention sur les politiques menées à l'échelon national pour prévenir la criminalité et promouvoir l'inclusion sociale, dont les composantes étaient axées sur la protection des enfants et des jeunes, la prévention de la criminalité au moyen de campagnes de communication, la promotion de la justice réparatrice et le renforcement des capacités des autorités locales. Elle a évoqué la participation active du Costa Rica aux dispositifs et arrangements sous-régionaux et régionaux de coopération internationale en matière pénale. Elle a insisté sur l'impact négatif des formes nouvelles et émergentes de la criminalité, notamment la cybercriminalité et les atteintes à la vie privée et aux données personnelles des citoyens, les infractions très fréquentes comme les homicides et les féminicides. Pour conclure, la Ministre a estimé que la phase préparatoire du treizième Congrès et le Congrès lui-même étaient une occasion pour la communauté internationale d'analyser l'impact du recours excessif à l'emprisonnement sur la surpopulation carcérale.

99. Dans ses remarques liminaires, le représentant de l'ONUDC, s'exprimant au nom du Directeur exécutif, a fait observer que la communauté internationale se préoccupait de plus en plus du programme de développement pour l'après-2015 et qu'elle prenait de plus en plus conscience du fait qu'un état de droit fragile et la criminalité transnationale menaçaient grandement le développement socioéconomique et la capacité des États à progresser dans la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement. Il a souligné qu'habituellement, le travail de planification et de réflexion sur le développement était axé avant tout sur les indicateurs relatifs à la situation de l'économie et de l'emploi et sur les questions d'environnement, de santé et d'éducation, mais qu'on s'apercevait de plus en plus, depuis quelques années, que l'état de droit était rendu possible par le développement et qu'il favorisait en même temps le développement.

Le représentant a parlé de la valeur (estimée à quelque 870 milliards de dollars des États-Unis) que représentaient chaque année dans le monde les flux d'argent tiré de la criminalité transnationale organisée, et du fait que les forces positives de la

mondialisation et de l'intégration étaient constamment exploitées par les groupes criminels pour accroître leurs activités illicites.

100. Pour conclure, le représentant a rappelé le rôle qu'avaient joué les précédents Congrès pour ce qui était d'orienter les débats autour des questions d'actualité et de donner aux États la possibilité de discuter des normes et politiques internationales relatives à la prévention du crime et à la justice pénale. Il estimait ainsi que le treizième Congrès et les réunions régionales préparatoires qui le précédaient offraient aux États Membres une occasion unique de contribuer activement à la définition du programme de développement pour l'après-2015 et de discuter de mesures globales et équilibrées visant à prévenir et combattre les nouvelles formes de criminalité qui faisaient leur apparition et les problèmes de justice pénale.

101. Le Secrétaire de la Réunion a fait un bref aperçu de la préparation de la documentation de fond du Congrès et des travaux des deux premières Réunions régionales préparatoires pour l'Asie et le Pacifique et pour l'Asie occidentale. Il a rappelé que l'Assemblée générale avait mûrement réfléchi avant de déterminer et d'adopter le thème du treizième Congrès, les points de son ordre du jour et les sujets de ses ateliers de telle sorte que les travaux et délibérations du Congrès, qui était la seule instance mondiale consacrée aux questions de prévention du crime et de justice pénale, soient pris en compte dans le programme plus général de développement de l'ONU et la formulation de ce programme pour l'après-2015. À cet égard, il a fait remarquer que le thème du Congrès, les questions de fond inscrites à son ordre du jour et les sujets de ses ateliers étaient intimement liés et s'enrichissaient mutuellement. Pour faire ressortir cette relation étroite entre les questions de fond et les sujets des ateliers, il a proposé que les discussions soient structurées comme suit:

a) Question de fond 3 ("Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable") et atelier 1 ("Rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés de l'action menée pour répondre aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants");

b) Question de fond 4 ("Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée") et atelier 2 ("Traite des personnes et trafic de migrants: succès remportés et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite");

c) Question de fond 5 ("Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate") et atelier 3 ("Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale");

d) Question de fond 6 ("Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale") et atelier 4

(“Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés”).

## D. Élection du Bureau

102. À sa 1<sup>re</sup> séance, le 19 février 2014, la Réunion a élu par acclamation les membres du Bureau suivants:

- Présidente:* S. E. M<sup>me</sup> Ana Isabel Garita, Ministre de la justice et de la paix (Costa Rica)
- Vice-Présidents:* S. E. M. Carlos Romero Bonifaz, Ministre de l'intérieur, (État plurinational de Bolivie) et Elias Rafful Vadillo, Directeur du Centre national de participation citoyenne et de prévention de la criminalité (Mexique)
- Rapporteur:* S. E. M. Edward Belfort, Ministre de la justice et de la police (Suriname)

## E. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

103. À sa 1<sup>re</sup> séance également, la Réunion a adopté son ordre du jour provisoire (A/CONF.222/RPM.3/L.1), qui était le suivant:

1. Ouverture de la Réunion.
2. Élection du Bureau.
3. Adoption de l'ordre du jour et autres questions d'organisation.
4. Questions de fond inscrites à l'ordre du jour du treizième Congrès:
  - a) Succès obtenus et difficultés rencontrées dans l'application des politiques globales en matière de prévention du crime et de justice pénale et stratégies visant à promouvoir l'état de droit aux niveaux national et international et à favoriser le développement durable;
  - b) Coopération internationale, y compris au niveau régional, pour combattre la criminalité transnationale organisée;
  - c) Approches globales et équilibrées visant à prévenir les formes nouvelles et émergentes de criminalité transnationale et à y répondre de façon adéquate;
  - d) Approches nationales de la participation du public pour renforcer les mesures de prévention du crime et de justice pénale.
5. Questions qui seront examinées par les ateliers dans le cadre du treizième Congrès:
  - a) Rôle des règles et normes des Nations Unies en matière de prévention du crime et de justice pénale à l'appui de systèmes de justice pénale efficaces, équitables, humains et responsables: expériences et enseignements tirés en répondant aux besoins

spécifiques des femmes et des enfants, en particulier le traitement et la réinsertion sociale des délinquants;

- b) Traite des personnes et trafic de migrants: succès obtenus et difficultés rencontrées en matière d'incrimination, d'entraide judiciaire et de protection efficace des témoins et des victimes de la traite;
- c) Renforcement des mesures en matière de prévention du crime et de justice pénale visant à combattre les formes de criminalité en constante évolution, notamment la cybercriminalité et le trafic de biens culturels, enseignements tirés et coopération internationale;
- d) Contribution du public à la prévention du crime et sensibilisation à la justice pénale: expériences et enseignements tirés.

6. Recommandations pour le treizième Congrès.

7. Adoption du rapport de la Réunion.

104. À la même séance, la Réunion a approuvé l'organisation des travaux. La liste des documents dont elle était saisie figure à l'annexe II.

#### **IV. Adoption du rapport et clôture de la Réunion**

105. À sa 6<sup>e</sup> séance, le 21 février 2014, la Réunion a examiné et adopté son rapport (A/CONF.222/RPM.3/L.2), [tel qu'il a été modifié oralement].

## Annexe I

### Liste des documents

A/CONF.222/PM.1	Guide de discussion
A/CONF.222/RPM.3/L.1	Ordre du jour provisoire et annotations
A/CONF.222/RPM.3/L.2	Projet de rapport
A/CONF.222/PM/CRP.1	TST Issues Brief: Conflict Prevention, Post-conflict Peacebuilding and the Promotion of Durable Peace, Rule of Law and Governance (en anglais uniquement)
A/CONF.222/PM/CRP.2	Accounting for Security and Justice in the Post-2015 Development Agenda (en anglais uniquement)

---